



Ministres et gouvernement confirment : 4 000 suppressions de postes, maintien des contre-réformes, remise en cause du droit à arrêt-maladie rémunéré, blocage des salaires, etc.

Le gouvernement organise la casse du service public par la destruction des conditions de service de ses agent.es

Partout, réunissons-nous pour établir les revendications et préparons la grève pour gagner !

Le 14 octobre, avant même les annonces sur la remise en cause du droit à congé maladie, tous les syndicats de l'enseignement ont notifié à la ministre « *une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève nationale unitaire, à compter du lundi 4 novembre 2024* », contre la suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale dont 3 155 dans le premier degré.

Durant les congés d'automne, le gouvernement a annoncé une attaque sans précédent contre le statut de la Fonction publique, l'École, les enseignant.es et l'ensemble des agent.es de la Fonction publique :

- **le passage de un à trois jours de carence pour les fonctionnaires, les non-titulaires, les AESH, les AED...**
- **une réduction des conditions d'indemnisation à taux plein les trois premiers mois en le remplaçant par un taux à 90%. Au final, se soigner deviendrait un luxe pour tous les personnels de l'Éducation nationale ! Ce sont des centaines d'euros de perte que subiraient les collègues à chaque arrêt de travail prescrit par leur médecin.**
- **le blocage du point d'indice, donc le gel des traitements indiciaires de tous.les les agent.es**
- **la suppression de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat).**
- **la mise en œuvre du projet Guerini, repris par le Ministre Kasbarian, en faveur de la rémunération au mérite, de la suppression des catégories A B et C, et du licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle... tout cela dans un contexte de dénigrement organisé des fonctionnaires.**

C'est toute une politique contre la Fonction publique, et les enseignant.es en particulier qu'entend ainsi mener ce gouvernement ! C'est une casse généralisée du service public qui s'organise par les réformes successives dans l'Éducation nationale et dans la Fonction publique ; toutes ces réformes font système et tendent à menacer l'existence même des services publics de notre pays.

Nos organisations syndicales considèrent, sur la lancée de cette alerte sociale, que c'est en effet la préparation de la grève la plus large possible, à tous les niveaux, qui est à l'ordre du jour face à ces mesures de destruction de l'École et des droits des personnels :

- **Grève contre la mise en place des 3 jours de carence et d'une réduction du traitement pendant les congés maladie ordinaire**
- **Grève pour l'abrogation du jour de carence et l'augmentation générale des salaires par l'augmentation du point d'indice (28,5% pour compenser les pertes de pouvoir d'achat depuis 2000)**

- **Grève pour le retrait de la réforme Guerini-Kasbarian**
- **Grève pour imposer le retrait des 4000 suppressions de postes, l'abrogation des groupes de niveaux et du choc des savoirs et de toutes les contre-réformes !**
- **Grève pour un statut de fonctionnaire de catégorie B pour les AESH comme accompagnant.es d'élève en situation de handicap, avec un salaire équivalent à un temps plein pour 24h d'accompagnement**
- **Grève pour arracher les moyens indispensables au bon fonctionnement de l'École publique**

Nos organisations syndicales :

- **appellent toutes et tous les collègues à se réunir dans leur école ou établissement pour établir leurs revendications**
- **décident d'organiser des réunions intersyndicales dans les établissements, communes et circonscriptions, pour rassembler les revendications à l'échelle de notre département et préparer la grève indispensable pour faire reculer le gouvernement et obtenir satisfaction sur nos revendications !**

Créteil, le 8 novembre 2024